

## Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

*Date de la contribution : 07/09/2020*

**Question 2 :** Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la participation de porteurs de projet et / ou de tiers dans le financement des programmes d'investissements ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les grandes lignes du dispositif proposé par la CRE nous paraissent avantageuses pour les porteurs de projets, notamment car le dispositif garantit une visibilité sur le montant de l'investissement à réaliser dès le jalon D2. Plus précisément, il garantit que le montant ne pourra être revu à la hausse (en mutualisant le risque de surcoût dans le tarif de réseau) tout en permettant que celui-ci soit revu à la baisse si le montant du renforcement est finalement moins élevé ou si le volume probabilisé de biométhane sur la zone est supérieur (car de nouveaux projets sont apparus).

Par ailleurs, le fait de ne pas imposer de règles pour la répartition du financement de l'étude préalable pour le rebours entre les différents tiers et porteurs de projet concernés est une bonne chose dans la mesure où cela donne de la flexibilité pour s'adapter à des cas spécifiques. Cependant une règle par défaut devrait exister pour éviter des discussions sans fin entre porteurs de projets. Cette règle pourrait être basée sur le volume injecté par chacun des porteurs.

Cependant, si le principe de financement d'une partie des coûts du renforcement par les porteurs de projets en cas de ratio I/V supérieur au seuil fixé par décret est compris par ENGIE, nous estimons, dans le cas d'un rebours, que faire pré-financer par les porteurs de projet l'étude préalable à hauteur de 200 000 euros dès le jalon D2 freinera considérablement le développement de ces projets de renforcement. En limitant l'attrait d'un tel projet pour les porteurs (du fait des frais importants à payer à un stade de développement si précoce), les projets candidats seront peu nombreux, ce qui augmentera d'autant le coût unitaire à prépayer par projet. Nous estimons qu'un tel montant aurait un effet dissuasif, générant un cercle vicieux rendant *in fine* quasi inutilisable le dispositif.

ENGIE comprend néanmoins la nécessité de limiter les coûts échoués, c'est pourquoi nous proposons une solution alternative qui consisterait à découper l'étude préalable en plusieurs phases, à l'issue desquelles les porteurs de projets/tiers décideraient, au moment souhaité, de lancer ou non la phase suivante (et de réaliser le paiement associé), quitte à générer des délais entre la mise en service des installations et le rebours. Les acteurs décideraient en connaissance de cause sur la base de leur propre analyse risques / bénéfices. Par exemple, un retard de mise en service de quelques mois pour un rebours qui ne doit servir que quelques semaines en été aurait un impact nul voire négligeable sur la rentabilité du ou des projets concernés. Les acteurs pourraient alors aisément décider de lancer (et payer) la dernière phase de l'étude qu'à partir du jalon D4 voire après avoir obtenu leur financement. A l'inverse, ne pas avoir à déboursier en totalité 200k euros à un stade si amont de développement (jalon D2) représente un vrai plus pour le développement du ou des projets concernés.

Cette alternative ne générerait pas de coûts échoués pour le tarif réseau (puisque chaque phase de l'étude est payée par les acteurs au moment de sa réalisation), tout en étant plus attractive pour les porteurs de projets /

tiers en permettant un paiement plus progressif et plus flexible en fonction des caractéristiques du projet.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE relatif à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE était favorable aux modalités de validation des investissements pour les maillages définies dans la délibération « biométhane » de novembre 2019. En effet le déclenchement des investissements n'étant pas consécutif d'une session de validation par la CRE, le risque de retard n'avait pas été identifié.

Nous considérons qu'une certaine subsidiarité est nécessaire pour fluidifier la mise en pratique du droit à l'injection et préférons donc les modalités initiales de la délibération « biométhane ». Si toutefois la CRE considère qu'il est indispensable de faire valider en amont les investissements au cas par cas, comme pour les rebours, ENGIE émet la même réserve sur le pas de temps semestriel, et a fortiori annuel, qui risque d'apporter de la tension dans le planning des projets. Un pas de temps trimestriel serait plus adapté.